Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté

N° 180 – 20 juin 2011

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez a ce mail.

SOMMAIRE

1 - ! G20 agriculture : Nejouez pas avec notre nourriture ! – Pique-nique le 22 juin – Page 1

2 - Gay Pride 2011 : « Egalité : 2011, je marche, 2012, je vote ! » - Page 2

3 - Gay Pride : rassemblement d'action lesbienne – Page 2

4 - Répressions sexistes en Irak – Secrétariat International MMF – Page 3

5 - Une expérience pionnière en Grèce : L'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérite – CADTM et MMF – Page 3

6 - La situation au Sud Kivu – Article Colette Braeckman – mai 2011 – Page 5

7 - Les femmes appelées à prendre le volant en Arabie Saoudite – Autoplus – Page 7

8 - Arabie Saoudite : quand les femmes bravent l'interdiction de conduire – Le parisien.fr – Page 7

9 - Les femmes saoudiennes bravent le pouvoir en prenant le volant - Céline Lussato – Le Nouvel Observateur – Page 8

10 - Soutien à la manifestation des saoudiennes du 17 juin 2011 – LDIF – LEF – Regards de Femmes – Page 8

11 - Lettre ouverte et pétition "Enseigner le genre: contre une censure archaïque" – Institut Emilie du Châtelet – Page 9

12 - Le droit peut devenir une arme individuelle et collective pour faire avancer l'égalité - Henriette Zoughebi - Ernestine Ronai et Clara Domingues – Page 10

13 - Mariage ouvert aux couples de même sexe - Ils ont dit NON ! - CP Centre LGBT Paris IdF – Page 11

14 - Femmes, Travail et Migration – 22 juin – Rajfire – Page 12

15 - Réunion-débat : « Économie Solidaire, Femmes et Paix – MMF Paris IdF et WILPF - Page 12

16 - Séminaire « Sexe et genre » : L'âge et le vieillissement, une question de genre ? – 30 juin – Page 13

17 - Rencontres d'été : « Féministes en mouvements » - 2-3 juillet – Paris - Page 13

18 - Film : projection du film sur RitaThalmann - 23 juin 2011 Atalante vidéos féministes- Page 13

19 - Livre : « Parisiennes » de Marie Stuart à Simone de Beauvoir, ces femmes qui ont inspiré les rues de la capitale ! - Malka Marcovich - Page 14

20 - Livre : « l'homme féministe : un mâle à part ? Portraits» - Emmanuelle Barbaras – Marie Devers – Page 14

21 - Radio : émission "Femmes Libres" Radio Libertaire 89.4 – Page 15

MOBILISATION

1 - ! G20 agriculture : Ne jouez pas avec notre nourriture !

! G20 agriculture : Ne jouez pas avec notre nourriture !

Mobilisons nous

Mercredi 22 juin à 12h

Jardin des Tuileries, côté Place de la Concorde près du musée de l'Orangerie

Pour un pique nique festif, alternatif et actif !

Bruno LE MAIRE, ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire organise la première réunion des ministres de l'Agriculture du G20, qui se déroulera les 22 et 23 juin 2011 à Paris. D'après le ministre (propos recueillis sur le site du ministère de l'agriculture), les principales orientations des travaux de la Présidence française du G20 sur la volatilité des marchés agricoles et la prévention des crises alimentaires, concernent notamment :

- L'amélioration de la transparence des marchés agricoles ;
- Une meilleure coordination pour prévenir et gérer les crises agricoles;
- La régulation des marchés financiers de dérivés de matières premières ;
- La situation des pays les plus vulnérables, notamment pour y relancer le développement durable de l'agriculture.

Ces objectifs seraient acceptables, si la volonté de contrôler la volatilité des prix s'appuyait :

- Sur le maintien en Europe des outils de maîtrise et de régulation (quota laitier, stocks céréaliers, etc)
- Sur l'arrêt de la spéculation sur les marchés financiers de dérivés,
- Sur l'interdiction de l'accaparement des terres,
- Sur l'arrêt de la pression internationale pour obliger les pays à supprimer les taxes aux frontières et la régulation des prix agricoles internes,
- Sur la mise en place de réserves alimentaires permettant de juguler la volatilité des prix au plan national.

Mais hélas ce n'est pas le cas ! Paysan-nes, consommateur-trices, citoyen-nes : nous sommes tous concerné-es ! Le développement des agrocarburants, l'accaparement des terres, le réchauffement climatique, l'instabilité des prix, la main mise sur les semences, la pollution, la mise en cause de la biodiversité…, menacent l'alimentation des peuples du monde entier - près d'un milliard de personnes souffrent de famine chronique d'après la FAO - et chassent les paysans des campagnes vers les villes ou même vers les bidonvilles.

Campagne soutenue par : AITEC, Amis de la Terre, Campagne 'Mondialisons nos Solidarités », CCFD – Terre Solidaire, Comité français pour la solidarité internationale (CFSI), CRID, Eau Vive, Élevages Sans Frontières, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Frères des Hommes, GRET, Ingénieurs Sans Frontières, Marche Mondiale des Femmes France, Oxfam France, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Ritimo, Solidarité, Terre des Hommes France, Union syndicale Solidaires, URGENCI.

2 - Gay Pride 2011 : « Egalité : 2011, je marche, 2012, je vote ! »

Gay Pride 2011

«Egalité : 2011, je marche, 2012, je vote !

25 juin – 14h – de Montparnasse à Bastille

3 - Gay Pride : rassemblement d'action lesbienne

Les Lesbiennes of Color lancent le RAL2011 (Rassemblement d'Action Lesbienne) : ras-le-bol, ras-les-ovaires, râle de plaisir. Un point fixe : lesbien sur le parcours de la Marche des fiertés LGBT le 25 juin à 13h, devant l'Institut du Monde arabe à Paris.

La Coordination lesbienne en France sera présente aussi. Le Collectif national pour les Droits des Femmes appelle à rejoindre ce point fixe. Venez nombreuses au RAL 2011 : la non-mixité demeure un mode opératoire toujours d'actualité pour consolider nos espaces, renforcer l'autonomie de nos espaces, revendiquer l'utopie, organiser la résistance sur la place publique, libérer notre créativité, faire la fête et mener la danse.

Rassemblons-nous : Pour la solidarité entre les femmes et les lesbiennes du monde entier ; Contre les oppressions-répressions-discriminations des femmes et des lesbiennes : lesbophobie, capitalisme, racisme et intégrismes ; Pour la résistance au contexte politique nauséabond et aux discours antisémite, xénophobe, islamophobe.

Au programme :

14h : Bienvenues à toutes + messages de solidarié internationale + slogans + Batucadykes et lancement de dédicace en live sur banderole géante ;

15h : Nos invitées : 2 lesbiennes réfugiées en France (Ougandaise, Iranienne) Entracte avec les Batucadykes ;
16h : Percussions : Narjess, Flow R&B-ragga : Reya+Habiba ;
17h : Séance slam avec Audrey de Slam O Féminin, Lecture de textes et interventions ;
18h : Batucadykes ;
Merci aux artistes et compositrices-auteures-musiciennes qui nous accompagnerons : Ouafa, Zoubida, Narjess, Habiba, Reya, Sylvie, Michèle et Ash. Participent au RAL les copines des groupes et associations de lesbiennes : Lesbiennes Bulldozer, Batucadykes, Cooordination lesbienne en France, Outsisters, les Archives lesbiennes.
Comment arriver au RAL ? : métro ligne 7 et descendre à Jussieux puis marcher jusqu'au trottoirs devant l'institut du Monde Arabe 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, 5ème arrondissement, bus ligne 67 arrêt Institut du Monde arabe et marcher jusqu'au 1 rue des Fossés-Saint-Bernard, 5ème arrondissement.

INTERNATIONAL

4 - Répressions sexistes en Irak – Secrétariat International MMF
Nous avons reçu des informations de nos amies de Maroc par rapport à la répression spécifique que les femmes, et en particulier les jeunes filles, ont subi lors des manifestations qui ont eu lieu à partir du 20 février 2011. Les policiers ont utilisé des insultes de caractère sexuel, menaces de viols, agrippement des cheveux, pour générer la peur et la honte et nier aux femmes la possibilité de s´exprimer. Maintenant, ce sont nos amies d'Irak qui racontent des situations pareilles. Les femmes sont parties actives des mobilisations du monde arabe et comptent avec la solidarité et l´appui des femmes du monde. Nous vous envoyons une déclaration sortie d´un atelier sur la militarisation et la violence envers les femmes que a eu lieu aux États Unis des 9 au 11 Juin 2011, auquel la Marche Mondiale des Femmes a participé.
Texte : Les femmes du monde entier condamnent l'attaque contre les protestataires pacifiques en Irak et demandent que l'on mette fin aux agressions sexuelles perpétrées contre les manifestantes. Nous, féministes activistes provenant de 12 pays, défendons nos sœurs et nos frères qui manifestaient pacifiquement en faveur des droits fondamentaux sur la place Tahrir de Bagdad. Ce 10 juin au matin, les manifestantes ont été brutalement tabassées et sexuellement agressées par des hommes qui auraient été convoyés en bus par milliers pour perturber la manifestation hebdomadaire. Les manifestants ont subi des fractures, des blessures au couteau et ont été battus. Plusieurs femmes ont été rouées de coups et soumises à des attouchements violents ; des attaquants armés ont tenté de leur arracher de force leurs vêtements. Les activistes qui travaillent avec l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak rapportent que leurs attaquants étaient recrutés et payés par les forces de sécurité du gouvernement qui ont utilisé des hommes en civil pour éviter d'être accusées de ces violences. En tant que féministes, nous condamnons énergiquement les agressions contre des manifestants pacifiques et les violences spécifiquement sexistes perpétrées contre les femmes. Comme dans nombre de nos pays, l'utilisation de la violence sexuelle contre les femmes iraquiennes est destinée à terroriser, humilier et réduire au silence les femmes qui osent exercer leurs droits fondamentaux de citoyennes et présenter des revendications politiques dans l'espace public. Nous nous tenons aux cotés de nos sœurs qui exercent leurs droits à la participation politique et à la contestation. L'attaque d'aujourd'hui, constitue une escalade notoire de la violence contre les manifestants en Iraq, mais c'est également un crime et une violation fondamentale des droits humains. Nous appelons le gouvernement à respecter ses obligations de garantir la liberté de réunion pacifique et de répondre aux demandes des manifestants. En solidarité féministe,
Secrétariat International de la Marche Mondiale des Femmes

5 - Une expérience pionnière en Grèce : L'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité – CADTM et MMF
L'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité à Thessalonique, capitale de la Grèce du Nord, a inauguré sa première apparition publique en organisant une manifestation pour le 8 mars 2011, journée mondiale des femmes.
Des militantes du réseau grec de la Marche Mondiale des Femmes furent à l'origine de l'Initiative. En vue de l'action européenne 2010 de la Marche Mondiale, elles avaient organisé la caravane féministe vers Istanbul qui

regroupait des féministes de Grèce, de Macédoine, d'Albanie et de Pologne. C'est là, en participant au Forum Social Européen d'Istanbul, qu'elles ont rencontré et été inspirées par les mouvements de lutte contre la dette, et plus particulièrement par le CADTM.
La naissance de l'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité s'inscrit dans la continuité mais aussi le dépassement de la Marche Mondiale des Femmes. Elle fut une nouveauté, une réponse aux exigences des temps. Le mouvement féministe, tant en Grèce qu'en Europe, n'avait qu'indirectement traité la question de la dette et seulement sous l'angle des conséquences des mesures d'austérité.
Il était donc grand temps que les féministes se mettent à en parler ! Après avoir été durant près d'une année en état de choc face à l'avalanche des mesures de la « Troïka », imposées au nom de la crise de la dette publique en Grèce, ce furent bien les femmes agressées si brutalement qui se réapproprièrent la capacité d'agir et de résister ...
Dès leur première rencontre, les militantes de l'Initiative sentirent qu'il se passait quelque chose de nouveau et d'important. La grande joie d'être ensemble, de discuter se conjuguait avec le constat que le meilleur antidote à la « déprime nationale » est de descendre dans les rues. Et elles s'y sont rendues avec force et enthousiasme...
A la suite de la manifestation « inaugurale » du 8 mars, l'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité s'est démenée pour soutenir la grève de la faim de 6 semaines des 300 migrant-es sans papiers, dont certain-es travaillent en Grèce depuis 10 ans. L'Initiative s'est également jointe à la lutte des parents d'élèves et des enseignant-es contre les fermetures et les fusions forcées d'établissements scolaires, mesures qui touchent près de 2.000 enseignant-es.
Cependant, toutes ces actions étaient de nature défensive. Afin de s'attaquer à la racine des problèmes, de s'atteler à une analyse critique de la crise de la dette publique, lors de Conférence Internationale contre la dette et l'austérité qui s'est tenue à Athènes du 6 au 8 mai 2011, les femmes ont tenu une première rencontre publique. Essentiellement féminine, elle a favorisé l'expression des dizaines de femmes qui ont fait l'inventaire impitoyable des tragédies personnelles causées par les politiques du tristement célèbre « Mémorandum » mis en oeuvre par la « Troïka » et le gouvernement Papandréou. Ce fut lors de cette rencontre que Konstantina Kouneva |1|, alors qu'elle ne s'était plus exprimée dans quelque manifestation politique depuis sa tentative d'assassinat en 2009, repris publiquement la parole. Elle s'est souvenue de son passé et du début des malheurs de sa Bulgarie natale qui coïncidèrent avec le déclenchement de la crise de sa dette publique. Une crise qui a poussé ses compatriotes - et elle-même - à la misère et à l'immigration.
Au lendemain de cette rencontre fondatrice, l'Initiative de Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité organisa à Thessalonique un grand meeting international. Ici, la façon de faire et l'expérience étaient assez différentes. Bien préparé par des interventions des militantes de l'Initiative expliquant les tenants et les aboutissants de ce meeting dans des espaces du centre ville mais aussi dans des écoles, des hôpitaux et des entreprises, cet évènement a rassemblé 300 hommes et femmes, surtout des syndicalistes et des représentant-es des mouvements sociaux. Après avoir écouté les trois oratrices, la députée indépendante Sofia Sakorafa, exclue du Pasok après son refus de voter les mesures d'austérité prévues par le Mémorandum, la brésilienne Maria Lucia Fattorelli, protagoniste des audits de la dette de l'Equateur et du Brésil et Voula Taki, co-fondatrice de l'Initiative des Femmes contre la Dette de Thessalonique, les participant-es ont alimenté un débat de grande qualité et de haute créativité.
Une expérience pionnière en Grèce : L'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité : Les femmes étant les premières touchées par la crise actuelle, ce n'est pas un hasard si le premier mouvement authentique de base contre la dette publique grecque émergea sous leur impulsion ! Bien qu'encore à ses débuts, l'Initiative des Femmes contre la Dette et les Mesures d'Austérité montre que le combat contre la dette est non seulement possible mais qu'il peut aussi inspirer des franges de l'avant-garde sociale, sinon des gens sans expérience militante. De plus, elle montre que l'unité la plus large n'est contraire ni à la radicalité ni à l'internationalisme en actes. Tout permet de laisser présager que la suite de cette expérience pionnière s'annonce fort intéressante car utile pour toutes les résistances au néolibéralisme tant en Grèce que partout ailleurs en Europe et dans le monde...

6 - La situation au Sud Kivu – Article Colette Braeckman – mai 2011

A la veille de recevoir le prix Roi Baudouin pour le développement, le Dr Denis Mukwege, directeur de l'hôpital de Panzi (Bukavu) a accepté de répondre à nos questions.

Vous venez de quitter Bukavu. Quelle est la situation sur place ?

Par rapport aux années 2001-2002, celles de la guerre, il y a eu migration du problème : naguère la violence se maintenait dans les zones de combat. Aujourd'hui, elle est pratiquée par ceux qui ont pour tâche de protéger la population. Voici deux jours encore, l'accès à l'hôpital de Panzi où jetravaille, était bloqué par des étudiants qui manifestaient et brûlaient des pneus pour protester contre l'insécurité. Tous les jours, il y a des viols, des tueries. Le mixage des groupes armés ou la démobilisation des combattants ont été réalisés sans que soient détraumatisés tous ces jeunes qui, durant trop longtemps, ont appris à tuer, à violer. Dans la forêt, il y a encore des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda, rebelles hutus) et la semaine dernière, ils ont emmené 17 personnes dans la brousse, comme esclaves physiques et sexuelles. Dans des lieux reculés comme Mwenga, les femmes n'osent pas déposer plainte contre les violeurs car leur situation risquerait d'encore empirer.

Vu les dimensions du Sud Kivu, que se passe-t-il pour les femmes qui se trouvent en brousse ?

Des femmes qui se trouvent à Shabunda doivent parcourir 300 km ou prendre un avion… Malades, affaiblies, elles ne peuvent se déplacer. C'est pourquoi nous avons créé des équipes mobiles, dans lesquelles se trouvent médecin, chirurgien, psychologue, assistante sociale ou infirmière. Ces équipes vont établir un premier examen, donner les premiers soins et emmener à Bukavu les cas les plus graves.

Ce qui me désespère, ce sont les cas de récidive. Comme celui d'une femme qui, après avoir été soignée à l'hôpital, avait bénéficié d'un miro crédit pour pouvoir se réinsérer sur le plan économique. Alors qu'elle avait réussi à redémarrer, voici deux semaines, elle et sa fille ont été violées une nouvelle fois, en pleine ville. Il n'y a pas pire que voir des femmes qui ont été soignées se retrouver dans la même situation…

Que font les Casques bleus de la Monusco (Mission des Nations unies au Congo) ?

Autant je ne suis pas prêt à demander leur départ, autant je crois que la sécurité ne pourra être rétablie que par une véritable armée, composée de soldats jeunes et bien formés, des hommes nouveaux, et non d'anciens rebelles recyclés. Cette réforme de l'armée a été un gâchis, il faut repartir à zero…

Au nom de la paix, de la réconciliation, on a voulu mettre tout le monde ensemble, sans opérer de tri parmi les combattants. Voici dix ans, on mettait une arme entre les mains d'un jeune enfant en lui disant qu'avec cela il allait pouvoir se débrouiller. Aujourd'hui que cet ancien enfant soldat est intégré dans l'armée, que va-t-il faire s'il n'est pas payé ? On a accepté l'impunité pour prix de la paix, mais les femmes sont les victimes de ces choix, et la paix n'est pas là non plus…

Quelles sont les origines de cette « épidémie de viols » ?

C'est en 1999, pendant la deuxième guerre du Congo que j'ai commencé à observer les débuts du phénomène de destruction des femmes. Auparavant, la société traditionnelle ne connaissait pas de tels cas.

Aujourd'hui cette violence née de la guerre a opéré des métastases, elle s'est répandue dans toute la société, au-delà des zones de conflit. On n'a jamais voulu traiter le problème en profondeur. A Bukavu, il y a une véritable militarisation : des groupes comme les FRF (Forces républicaines fédéralistes) ont quitté leurs montagnes, se trouvent en ville, avec leurs armes et leurs commandants, il n'y a pas eu de mixage avec l'armée gouvernementale et on ne sait pas à qui ils répondent…Ils refusent aussi d'être dispersés dans le pays, tout comme les militaires du CNDP, (Conseil national pour la défense du peuple) les anciens soldats de Laurent Nkunda…

Comment avez-vous été amené à travailler à Panzi ?

Après des études de médecine générale au Burundi, je suis allé travailler en brousse. Les femmes, transportées sur des brancards, mouraient souvent avant d'arriver à l'hôpital. Après une thèse en pédiatrie, j'ai fait à Angers une spécialisation en gynécologie. Au retour j'ai créé une école d'accoucheuses. En 1996, je travaillais à Lemera, lorsque la guerre a commencé,. J'y ai perdu des malades que j'avais opéré la veille, ainsi que du personnel soignant. A Bukavu, par la suite, j'ai créé une petite maternité dispensant des soins obstétriques à l'intention des femmes venant du sud de la province. En 1997, lors de la deuxième guerre, les Rwandais ont tout pillé et détruit et j'ai rouvert en 1999. J'ai alors découvert que les femmes qui se présentaient n'étaient pas des cas de césariennes : beaucoup d'entre elles, après avoir été violées, avaient reçu des coups de feu dans les parties

génitales. Il ne s'agissait pas de cas isolés : dès la première année, 45 cas se sont présentés. En 2000, Human Rights Watch a publié sa première enquête, assurant que la guerre se menait désormais sur le corps des femmes. Par la suite, cette présomption s'est vérifiée, il est apparu que chaque groupe armé avait sa propre stratégie de terreur : d'après les lésions présentées par les femmes, on pouvait savoir d'où elles venaient, qui les avait attaquées. Les unes qui portaient des brûlures au niveau de l'appareil génital venaient de Hombo, d'autres, blessées par balles ou ligotées, venaient de Lwinja…

Je me suis alors rendu à Addis Abeba, où se trouve un hôpital spécialisé dans la réparation des fistules ; je me suis formé puis j'ai fait venir à Bukavu des spécialistes éthiopiens. Avec des équipes américaines, nous avons appris à reconstruire la vessie détruite, nous avons travaillé avec des urologues… Il s'agît là d'opérations très difficiles. Il ne faut intervenir que quand on est sûr du résultat, car en cas d'échec, lorsque les tissus ne sont plus vascularisés, la femme peut se retrouver handicapée à vie…Il y a maintenant à Panzi une équipe de quatre ou cinq médecins capables d'opérer les cas de fistules.

Il y a eu une grande mobilisation internationale autour de ces problèmes de viols, mais qui vous aide sur le terrain ?

Nous sommes soutenus par Echo. Grâce à l'aide humanitaire européenne, nous soignons de 3000 à 3600 femmes chaque année en prenant en charge le transport, les soins, la nourriture. Bien souvent, avant d'opérer, il faut traiter l'état général, car ces femmes sont sous alimentées. Traumatisées, elles doivent aussi être aidées sur le plan psychologique. Lorsqu'elles restent dans cet état où elles perdent les urines, les matières fécales, où personne ne veut s'approcher d'elles, elles se sentent «hors caste». Il faut alors les aider à sentir que tout n'est pas perdu…Il y aussi 5% des femmes qui, malgré toutes les tentatives de réparation, ne guériront pas…

En outre, bien souvent, l'entourage croit que ces femmes violées sont désormais porteuses du Sida, ce qui n'est le cas que pour 5 à 7 % d'entre elles… Il faut alors aller vers le mari, la communauté, pratiquer la médiation familiale… Lorsqu'une femme est violée, c'est toute la communauté qui est traumatisée. Nous avons eu des cas où des communautés nous disaient qu'elles acceptaient de réintégrer la femme, mais qu'elles refusaient d'accepter l'enfant issu du viol, né alors que la femme se trouvait en esclavage sexuel dans la forêt et appelé l' «enfant du serpent», le «fils du péché»…Parfois, des hommes acceptent d'épouser la femme, mais refusent de prendre l'enfant qui l'accompagne… Le rôle de nos équipes de médiation, c'est de montrer que la femme n'a pas commis de faute, qu'elle est une victime, de même que l'enfant qui n'a pas demandé à naître. Demander l'abandon de l'enfant, c'est infliger à la mère un traumatisme supplémentaire.

Après les soins strictement médicaux intervient le suivi psychologique, et c'est toute la communauté qui doit être traitée. Lorsqu'une femme a été violée en public, devant son mari et ses enfants, elle a le sentiment qu'elle n'est plus la femme qu'elle était. Le mari perd lui aussi le respect de lui-même. Un chef de village, dont la femme a été violée en public, ne se sentira plus à même, par la suite, d'exercer ses fonctions ; son autorité aura disparu. Après de tels viols, plus personne ne sait quel est son rôle sa place dans la communauté. A la perte d'identité personnelle, pour un mari, un père de famille, s'ajoute la déstructuration sociale. La communauté n'est plus capable de s'organiser, de guider ses membres. Il arrive que des hommes fuient, prennent des destinations inconnues, se demandant « comment vais encore regarder dans les yeux ma femme ou ma fille alors que j'ai été incapable de les protéger, et que je n'ai même pas été capable de me donner la mort… »

Des équipes de thérapeutes ont-elles été mises en place ?

Notre pays n'était pas préparé à cela, nous n'avions que quelques psychologues dans des facultés. Il est urgent de songer à ce suivi psychologique, car le problème va durer bien plus que dix ans. Il ya des milliers d'enfants qui n'ont aucune filiation, ils ont été abandonnés par leur mère et ne savent rien de leur père. C'est une génération perdue, qui a besoin d'une prise en charge psychologique de longue durée. Ces enfants là représentent un grand danger, ils sont une vraie bombe à retardement…La question est urgente : avons-nous suffisamment de psychologues pour faire face à ce problème ? Il faudrait créer à Bukavu une faculté de psychologie…

Un vrai problème de coordination se pose entre les différents donateurs, entre les ONG… L'autorité congolaise devrait reconnaître le problème et prendre le leadership de la coordination. C'est ce qui a été fait au Rwanda…Au Congo, on n'a pas encore mesuré l'ampleur du problème. La Marche des femmes, en novembre dernier, a permis une grande mobilisation, mais on attend toujours les suites…

Alors que l'information devrait venir des autorités nationales, ce sont des chercheurs américains qui nous disent que chaque jour, 1100 femmes sont violées dans la province…
Lauréat du Prix Roi Baudouin pour le développement, qu'attendez vous de la Belgique ?
La Belgique a des relations privilégiées avec le Congo, une réelle expertise, et sa voix devrait être écoutée sur le plan international. J'espère que ce prix va réveiller les consciences. Aux Etats Unis les gens ont compris et l'opinion se mobilise. Il faut qu'en Belgique aussi, les citoyens fassent savoir aux politiques que ce qui se passe est inacceptable, intolérable. Si la Belgique prenait le leadership en ce domaine, les autres pays suivraient. Ne nous voilons pas la face : la protection des femmes, c'est aussi une question militaire. Les soldats belges ont une notion claire des droits de l'homme, ils sont respectés chez nous : je suis certain qu'une intervention de leur part ferait la différence, permettrait de résoudre en grande partie le problème. Le droit international prévoit la protection des civils. *Pourquoi ce droit est il valable pour les Libyens, et pas pour les populations du Kivu ?*
Ce problème n'a que trop duré, il y a un moment où la communauté internationale, et plus particulièrement la Belgique, doit dire non. Après avoir eu des contacts avec les femmes bosniaques, nous avons compris que dès le moment où la communauté internationale a décrété que ce qui se passait là bas était inacceptable, le résultat a suivi. Au Kivu non plus, on ne peut accepter indéfiniment la destruction des femmes, des communautés…
Tous ceux qui commettent de tels actes doivent savoir qu'il n' y aura pas d'impunité. Les violeurs doivent cesser de circuler librement, ou même d'être promus au sein de l'armée…A Fizi Baraka, des auteurs de viols ont été traduits devant les tribunaux. C'est bien, mais on ne peut s'arrêter là…

7 - Les femmes appelées à prendre le volant en Arabie Saoudite – Autoplus
L'Arabie Saoudite est le seul pays où les femmes n'ont pas le droit de conduire. Une interdiction qui commence à être remise en question par quelques femmes. Il y a peu, Manal al-Sharif, une jeune saoudienne de 32 ans, était emprisonnée deux semaines durant pour avoir posté sur youtube une vidéo d'elle conduisant. En Arabie Saoudite, un pays qui applique un islam ultra-rigoriste, cet acte est considéré comme une véritable rébellion nullement appréciée par les autorités locales. Pourtant vendredi 17 juin, la campagne Women2Drive appelait les femmes à prendre à leur tour le volant et continuer la lutte de Manal al-Charif, devenue icône du combat. Si la mobilisation était timide, cette première impulsion reste encourageante. De plus, le vendredi est un jour de repos entrecoupé par une prière : une possible explication de la faible mobilisation.

8 - Arabie Saoudite : quand les femmes bravent l'interdiction de conduire – Le parisien.fr
Un volant comme porte-étendard. Quelques femmes saoudiennes ont bravé l'interdiction de conduire et pris le volant vendredi dans plusieurs villes du Royaume. Depuis deux mois, une campagne a été lancée via plusieurs réseaux sociaux pour réclamer le droit aux femmes de conduire dans le seul pays au monde qui l'interdit encore. C'est également via ces réseaux sociaux que les premiers témoignages sont apparus. Tawfiq Alsaif, un éditorialiste saoudien, a ainsi publié sur son compte twitter le trajet de sa femme dans les rues de Riyad puis son arrestation par la police. Elle est repartie avec une amende pour... défaut de permis de conduire.
Les vidéos de Manal al-Charif **:** Plusieurs vidéos postées montrent ces femmes voilées défier l'interdiction, avec parfois leurs enfants dans la voiture. «Je ne m'attends pas à un mouvement aussi important que ce à quoi on pourrait croire à l'étranger», explique Wajiha al-Hwayder, une militante de la première heure, affirmant que plusieurs femmes avaient pris peur après l'affaire de Manal al-Charif. Véritable icône de cette campagne, cette jeune informaticienne avait été libérée le 30 mai après avoir été détenue pendant deux semaines pour avoir bravé l'interdiction de conduire et posté sur Youtube une vidéo la montrant au volant.
«Traitées comme des citoyens de seconde zone» **:** Amnesty International a appelé les autorités saoudienne à «cesser de traiter les femmes comme des citoyens de seconde zone et ouvrir les routes du royaume aux conductrices. Ne pas permettre aux femmes de prendre le volant est une immense entrave à leur liberté de mouvement et limite leur capacité à mener leurs activités quotidiennes, comme aller au supermarché ou conduire leurs enfants à l'école».
Aucune loi n'interdit aux femmes de conduire, mais les autorités se fondent sur un édit religieux (fatwa), promulgué dans le royaume dont les lois s'inspirent d'une version rigoriste de l'islam, et invoquent l'opposition des puissants religieux et des milieux conservateurs. Les femmes doivent engager un chauffeur ou, si elles n'en

ont pas les moyens, dépendre du bon vouloir des membres masculins de leur famille.
Dans le royaume, les femmes sont en outre obligées de sortir complètement voilées et ne peuvent voyager sans autorisation de leur mari ou d'un autre homme de leur famille, ni manger seules au restaurant.

9 - Les femmes saoudiennes bravent le pouvoir en prenant le volant - Céline Lussato – Le Nouvel Observateur

La campagne "Women2drive" réclame le droit pour les citoyennes saoudiennes de conduire. Des militantes saoudiennes prennent le volant ce vendredi 17 juin. A l'appel du mouvement "Women2drive", elles ont décidé de braver l'interdiction qui leur est faite de conduire, au risque de se faire arrêter. En début de matinée de cette journée de repos où les rues sont habituellement tranquilles, on ne signalait pas beaucoup de mobilisation. Mais quelques vidéos commencent à circuler sur les réseaux sociaux.
Cette campagne, lancée depuis deux mois sur les réseaux sociaux, demande aux femmes d'agir individuellement, et ne prévoit pas spécialement de lieu de manifestation ou de rassemblement. Une chaîne Youtube a été créée pour encourager les conducteurs du monde entier à poster des vidéos de soutien aux conductrices saoudiennes. Elle intervient alors que l'icône de la campagne, Manal al-Charif, une jeune informaticienne détenue pendant deux semaines pour avoir bravé l'interdiction de conduire et avoir posté sur Youtube une vidéo la montrant au volant a été libérée le 30 mai.
Cette démarche doit se poursuivre "jusqu'à la publication d'un décret royal autorisant les femmes à conduire", selon les organisateurs, appuyés par Amnesty international. L'ONG a en effet demandé la levée de cette interdiction, l'Arabie saoudite étant le seul pays au monde qui ne tolère pas de voir des femmes conduire. "Les autorités doivent arrêter de traiter les femmes comme des citoyens de seconde zone et ouvrir les routes du royaume aux femmes conductrices", a affirmé l'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International dans un communiqué.
Les militantes du mouvement "Woman2drive" évoque également le danger que comporte pour elles le fait de devoir dépendre d'un homme pour être conduite. Elles dénoncent en effet des agressions, notamment par des chauffeurs de taxi.
Danger : Question danger, la mobilisation n'est pas sans risque non plus pour ces conductrices dont la plupart possède un permis international obtenu à l'étranger. Des menaces ont été proférées à leur encontre. Une campagne a même été lancée pour inciter les hommes à "frapper" les Saoudiennes qui oseraient braver l'interdiction de conduire. La "campagne du Iqal" - du nom du cordon dur qui retient le couvre-chef dans l'habit traditionnel des hommes - appelant à frapper les femmes qui oseront conduire, a rassemblé des milliers de Saoudiens sur une page de Facebook. Selon les premiers témoignages sur Twitter, certaines conductrices se sont fait accompagner, en convoi, comme Azizza qui, selon ce tweet, s'est fait suivre par trois voitures qui "s'assuraient que personne l'attaque".
http://twitter.com/#!/women2drive

10 - Soutien à la manifestation des saoudiennes du 17 juin 2011 – LDIF – LEF – Regards de Femmes

A l'initiative de la Ligue du droit International des Femmes (LDIF), des représentantes de la Coordination Française du Lobby Européen des Femmes, de Regards de Femmes et d'associations de féministes iraniennes, ont manifesté leur solidarité envers les saoudiennes du mouvement « Women 2 Drive », ce matin à 11 heures devant l'ambassade d'Arabie Saoudite à Paris.
Une banderole a été déployée et la délégation présente a porté sur les épaules une voiture en réduction symbolisant la revendication des saoudiennes. Spontanément elles ont entonné à pleine voix le slogan « laissez-les conduire, laissez-les conduire leur vie ! ». Le chanteur féministe du Mali : Bafing Kul, participait à cette action.
Au terme de l'intervention la présidente de la LDIF a pu remettre à un représentant de l'ambassade un bouquet de roses et une lettre à l'intention de l'Ambassadeur exprimant leur soutien aux saoudiennes. Une copie de cette lettre a été remise à Madame Bachelot, Ministre des Solidarités, à Monsieur Juppé, Ministre des Affaires Etrangère, à Madame Jouanno Ministre du Sport et au Président de la Fédération Française de Sport Automobile.

Une action semblable a été menée simultanément à Londres, à l'initiative de Maryam Namazie de « One Law for All » et à Bruxelles à l'initiative de Madame Lizin, présidente honoraire du Sénat belge avec le soutien de l'association Synergie des Femmes de Wallonie et le Conseil des Femmes Francophones. A Bruxelles la délégation a ensuite été reçue par la directrice d'ONU Femmes à Bruxelles, Madame Schumaker qui s'est engagée à faire part de cette information à la Directrice Exécutive d' ONU Femmes à New-York, Madame Bachelet.

TEXTES

11 - Lettre ouverte et pétition "Enseigner le genre: contre une censure archaïque" – Institut Emilie du Châtelet

L'Institut Emilie du Châtelet a pris l'initiative d'une lettre ouverte "Enseigner le genre : contre une censure archaïque", en réaction aux associations familiales catholiques et à Christine Boutin qui s'opposent à l'enseignement du "genre" dans les classes de lycée. Vous pouvez soutenir le texte par votre signature, en vous rendant sur le site de l'IEC (un lien se trouve sur la page d'accueil) : http://www.mnhn.fr

Texte de la lettre : Dans une lettre ouverte du 31 mai adressée au ministre de l'Éducation nationale, Christine Boutin brandit la menace « des scrutins qui s'annoncent ». C'est pour exiger de Luc Chatel le retrait puis la correction des manuels de Sciences de la vie et de la terre des classes de Première L et ES qui viennent d'être publiés, conformément aux nouveaux programmes : elle leur reproche en effet d'offrir « un enseignement directement et explicitement inspiré de la théorie du genre. »

De quoi s'agit-il au juste ? Un des objets d'étude au programme est intitulé : « Devenir homme ou femme ». Selon le Bulletin officiel du 30 septembre 2010, « ce thème vise à fournir à l'élève des connaissances scientifiques clairement établies, qui ne laissent de place ni aux informations erronées sur le fonctionnement de son corps ni aux préjugés. Ce sera également l'occasion d'affirmer que si l'identité sexuelle et les rôles sexuels dans la société avec leurs stéréotypes appartiennent à la sphère publique, l'orientation sexuelle fait partie, elle, de la sphère privée. »

Christine Boutin s'indigne qu'on enseigne le « genre » : « Comment ce qui n'est qu'une théorie, qu'un courant de pensée, peut-il faire partie d'un programme de sciences ? Comment peut-on présenter dans un manuel, qui se veut scientifique, une idéologie qui consiste à nier la réalité : l'altérité sexuelle de l'homme et la femme ? […] Je ne peux accepter que nous trompions [les adolescents] en leur présentant comme une explication scientifique ce qui relève d'un parti-pris idéologique. »

Pourtant, il n'appartient nullement aux politiques de juger de la scientificité des objets, des méthodes ou des théories. Seule la communauté savante peut évaluer les travaux de ses pairs : le champ scientifique, par ses contrôles, en garantit la rigueur. Si nous restons silencieux aujourd'hui, nous dira-t-on demain que l'évolution n'est qu'une idéologie ? À quand les pressions pour imposer l'enseignement du créationnisme, au nom de la liberté de conscience ?

Pour nous, membres de l'Institut Émilie du Châtelet qui vise au développement et à la diffusion des recherches sur les femmes, le sexe et le genre, une telle censure politique serait inacceptable – et d'autant plus que l'ancienne ministre justifie sa demande d'interdiction « au nom du respect de la liberté de conscience. » Pour nous, universitaires et chercheur-es, une telle ingérence religieuse dans l'enseignement serait insupportable – et d'autant plus que la présidente du Parti chrétien-démocrate invoque sans rire « la neutralité des valeurs républicaines ». Or, sa lettre au ministre ne fait que relayer celle du lobby des Associations familiales catholiques, dont Christian Vanneste, député UMP de la Droite populaire, s'est fait l'écho à son tour dans une question au gouvernement datée du 7 juin.

Le site de *L'Évangile de la vie,* qui défend la vie « depuis sa conception », rapporte dès le 20 mai la naissance de cette campagne : « Avertie la semaine dernière par le lycée Saint-Joseph de Draguignan (Dominicaines du Saint-Esprit) qui venait de recevoir les tout nouveaux manuels […], la commission bioéthique en lien avec l'Observatoire sociopolitique du diocèse de Fréjus-Toulon a pu mesurer la gravité des changements opérés par le ministère de l'Éducation nationale par rapport aux précédents programmes. »

En réalité, la présidente du Parti chrétien-démocrate se fait la porte-parole du Vatican, qui ne cesse de marteler son opposition aux études de genre – depuis la conférence des Nations Unies sur les femmes de Pékin en 1995

jusqu'aux dernières interventions de Benoît XVI, en passant par la « Lettre aux Évêques sur la collaboration de l'homme et de la femme dans l'Église » de celui qui n'était encore en 2004 que le Cardinal Ratzinger.
On aurait tort de croire que nous ne faisons que défendre ici notre pré carré de chercheur-es et d'enseignant-es. La vigilance s'impose aujourd'hui à chacune et à chacun. Le responsable de la commission bioéthique du diocèse de Fréjus-Toulon ne s'en cache pas : « Si l'on regarde de l'autre côté des Pyrénées, on s'aperçoit que des dizaines de milliers de familles catholiques avec le soutien appuyé de la Conférence épiscopale espagnole et le concours de juristes compétents se sont d'ores et déjà organisées pour contester les cours obligatoires sur le gender du gouvernement Zapatero, voire retirer leurs enfants en posant un acte d'objection de conscience. Allons-nous devoir en arriver là en France ? ». La menace qui pèse sur la laïcité est claire.
Nous, chercheur-es et universitaires engagé-es dans des travaux sur les femmes, le sexe et le genre, spécialistes d'anthropologie biologique et culturelle, de neurologie et de génétique, de médecine et d'épidémiologie, de psychologie et de psychanalyse, de droit et de science politique, de démographie, d'histoire et de géographie, de sociologie, de sciences de l'éducation et d'économie, de philosophie et d'histoire des sciences, d'arts du spectacle et de cinéma, de littérature et de linguistique, et d'autres domaines encore, nous élevons avec force contre des conceptions anti-scientifiques qui s'autorisent du « bon sens » pour imposer leur ordre rétrograde.
Interroger les « préjugés » et les « stéréotypes » pour les remettre en cause, c'est précisément le point de départ de la démarche scientifique. C'est encore plus nécessaire lorsqu'il s'agit des différences entre les sexes, qui sont toujours présentées comme naturelles pour justifier les inégalités : la « réalité » selon la droite religieuse, c'est en réalité une hiérarchie entre les sexes dont nos travaux, issus de disciplines multiples, convergent tous pour contester qu'elle soit produite par la nature. La science rejoint ici le féminisme : on ne naît pas femme, ni homme d'ailleurs, on le devient. Bref, en démocratie, l'anatomie ne doit plus être un destin.
Florence Rochefort, présidente, et les membres de l'Institut Émilie du Châtelet pour le développement et la diffusion des recherches sur les femmes, le sexe et le genre.
Avec le soutien, notamment, d'associations et de revues scientifiques spécialisées dans ce domaine :
- Associations : AFFDU Association française des femmes diplômées des universités, ANEF Association nationale des études féministes, Archives du féminisme, EFIGIES Association-Réseau de travail et d'échanges entre doctorant-e-s en Études Féministes, Genre et Sexualités, MNEMOSYNE pour le développement de l'histoire des femmes et du genre, Fédération de recherche sur le genre RING, SIEFAR société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime.
- Revues : *Cahiers du genre, Clio. Histoire Femmes et Sociétés, Genre et Histoire, Genre, sexualité & société.*

12 - Le droit peut devenir une arme individuelle et collective pour faire avancer l'égalité - Henriette Zoughebi - Ernestine Ronai et Clara Domingues
Depuis début juin, nous avons eu à subir deux affiches. L'une représente un homme concentré sur son ordinateur. Il pense. Il écrit. Il travaille, quoi ! « Julien a trouvé un poste à la hauteur de ses ambitions. C'est la concrétisation de son projet professionnel. »
L'autre affiche montre une femme, un livre à la main, assise inconfortablement dans une cuisine. Elle lit… peut-être ce que l'homme est en train d'écrire, tout en gardant à portée de main les outils indispensables à la bonne ménagère. « Laura a trouvé le poste de ses rêves. C'est l'avenir qu'elle a toujours envisagé. »
Il s'agit là de supports de communication du ministère de l'Éducation nationale pour le recrutement d'enseignants : des femmes rêveuses et des hommes ambitieux. La différence ? Le rêve ne demande pas à être rémunéré, au contraire du projet professionnel. Belle campagne qui entérine que le salaire d'une femme n'est qu'un salaire d'appoint et que c'est elle qui aura à jongler pour concilier rêve professionnel et obligations domestiques. Le rêve ne paie pas, mais ça se paie !
Nous ne sommes guère loin de la perception du précédent ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, quand il déclarait : « Est-ce qu'il est vraiment logique que nous fassions passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer leurs couches ? »
Au mépris de son prédécesseur pour l'enseignement, Luc Chatel ajoute la condescendance pour les femmes. De telles campagnes nous disent une chose : l'engagement pour l'égalité ne doit pas seulement faire l'objet de

déclarations de principe, mais être décliné, avec pertinence, dans chaque politique publique. Et aucune politique publique ne devrait venir saper le travail de terrain des associations et des professionnel-les qui déconstruisent, jour après jour, avec des moyens sans cesse réduits, les représentations sexuées qui, en nous enfermant dans un destin biologique, entravent notre liberté à nous penser et à nous construire au-delà des rôles assignés à notre sexe.

Or, de la répartition sexuée de la société et du travail découlent les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes. À travail de valeur égale, le salaire des femmes est inférieur de 27 % à celui des hommes. L'écart est encore plus important pour les femmes les plus diplômées (32 %) et même celles qui n'ont jamais eu d'interruption de carrière perçoivent en moyenne 17 % de moins que leurs collègues. Autrement dit, chaque année, des femmes travaillent l'équivalent de deux à trois mois gratuitement, comparativement aux hommes.

La rencontre du 25 mai dernier, « Que les femmes soient des travailleurs comme les autres ! », a réuni des syndicalistes, des représentant-es d'associations, des élu-es, des écrivaines, des avocates… pour que les échanges d'expériences et d'expertises s'enrichissent de la diversité des angles d'approche.

Au-delà de la nécessaire revalorisation des métiers majoritairement exercés par des femmes et sous-payés, le droit peut devenir une arme individuelle et collective pour faire avancer l'égalité. À l'opacité cultivée par les entreprises par rapport aux rémunérations et aux évolutions de carrière, il faut imposer la transparence. Que chacune puisse prendre conscience de son exploitation ! L'accès à des bilans de situation comparée est fondamental, tout autant que l'affichage des jugements. Toute entreprise condamnée pour discrimination, notamment sexiste, devrait avoir l'obligation de le faire savoir à ses salarié-es et de publier la décision de justice, à ses frais, dans la presse.

Les politiques publiques nationales devraient soutenir les femmes dans l'identification des discriminations et leur dénonciation. Des politiques locales peuvent aussi changer la donne. C'est pourquoi L'égalité, c'est pas sorcier ! porte la volonté de créer un réseau d'élu-es, à gauche, en dialogue avec les syndicats, les associations et les expert-es, pour impulser des politiques cohérentes en termes d'égalité des femmes et des hommes et soutenir les élu-es engagé-es dans cette voie.

Henriette Zoughebi, Présidente de L'égalité, c'est pas sorcier !, Ernestine Ronai, militante féministe, et Clara Domingues, Secrétaire générale de L'égalité, c'est pas sorcier !

13 - Mariage ouvert aux couples de même sexe - Ils ont dit NON ! - CP Centre LGBT Paris IdF

Ce mardi 14 juin 2011, les députés avaient l'occasion de faire un pas vers l'égalité des droits des personnes homosexuelles en ouvrant le mariage aux couples de même sexe.

Le Conseil Constitutionnel avait considéré dans une décision récente qu'il est du ressort du législateur de faire évoluer la loi et cesser une discrimination. Les députés du groupe SRC ont donc déposé une proposition de loi en ce sens.

Tous les citoyens d'un pays sont en droit de bénéficier des mêmes droits et de s'acquitter des mêmes devoirs dans leurs engagements de couple ou de famille. Trois statuts sont disponibles aux projets de couples, ils doivent être accessibles à tous, sans distinction d'orientation sexuelle.

Une conception universaliste des Droits Humains, commande que le droit de se marier avec une personne de son choix soit, selon la philosophe Hannah Arendt, l'un des droits politiques fondamentaux. Il ne peut y avoir de discrimination en matière de droits fondamentaux et donc l'institution du mariage civil, laïque et républicain doit s'ouvrir aux couples de même sexe. Rappelons, que cette institution a évolué dans l'histoire, d'abord avec l'ouverture de l'institution maritale aux non-catholiques en 1792, et l'autorisation des mariages mixtes en 1833.

Le droit à la différence exige que chacun soit respecté pour ce qu'il est, sans jugement de valeur ni classement hiérarchique et qu'à partir du moment où adulte et responsable, il fait le choix de s'engager dans un régime de responsabilité, ce choix soit incontestable.

Si la France fut il y a 12 ans en avance avec le PaCS, aujourd'hui, elle est clairement en retard, distancée par nombre de ses voisins européens et un peu partout dans le monde. (Pays-Bas, Belgique, Espagne, Portugal, Suède, Norvège, Royaume-Uni, Argentine, Canada, Afrique du Sud, Massachusetts, Californie, Mexico…)

Les sondages sont explicites, les souhaits des gays et des lesbiennes comme de l'ensemble de la population vont clairement vers l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

Et pourtant, nos députés se sont arc-boutés sur leurs valeurs passéistes et conservatrices et ont voté contre la proposition de loi SRC avec 293 contre et 222 pour.

A l'évidence, même s'il manifeste une extrême frilosité et n'agit pas efficacement contre les LGBTphobies, pas plus d'ailleurs que contre le sexisme ou le racisme, l'état français n'organise pas et ne cautionne pas l'homophobie. En effet, le code du travail comme le code pénal répriment certaines formes d'homophobie et de rares programmes de prévention et d'éducation sont adoptés ; il est donc hasardeux de parler d'homophobie d'état au sens propre, surtout si l'on pense aux pays dans lesquels les LGBT la subissent de plein fouet.

Pourtant, dans un contexte mondial où de moins en moins de pays tolèrent rejet, discrimination et violence pour des raisons liées au sexe, à l'orientation sexuelle ou identité de genre, la France s'illustre par sa résistance à franchir de nouvelles étapes en faveur de l'égalité des droits, dans le domaine des LGBT phobies, du sexisme comme du racisme.

Nous sommes peut-être à la frontière entre une homophobie culturelle nourrie par une hétéronormativité toute patriarcale et une homophobie d'état, c'est-à-dire où l'état joue un rôle actif en organisant les discriminations et les violences à l'encontre des personnes LGBT.

Nous ne baisserons pas les bras. Si des responsables politiques comme Michel Mercier, garde des Sceaux, qui au nom du gouvernement, avait lors des discussions, exprimé son opposition à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, car le mariage est "une institution", "un symbole social", à distinguer des "autres types d'unions", d'autres tels Franck Riester et Henriette Martinez (UMP) ont aussi crée la surprise en annonçant qu'ils voteraient le texte qui représentaient pour eux une "*une avancée majeure pour l'égalité des droits*".

La droite hostile à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe n'a pas été débordée par les rares progressistes de ses membres. Elle a jugé payant de donner des gages à la droite de son électorat.

Dans tous les cas, peu à peu, les idées avancent et les marges bougent, ce n'est plus qu'une histoire de temps, la France à l'instar de nombre de ses voisins, mettra en œuvre tôt ou tard, l'égalité des droits.

Le 25 juin, jour de la Marche des Fiertés parisienne, nous marcherons pour l'égalité des droits et en 2012 nous voterons en toute connaissance de cause, pour plus d'égalité, de justice et de liberté.

Pour le Centre LGBT Paris IdF - Christine Le Doaré, présidente

COLLOQUES, DÉBATS, MEETING…

14 - Femmes, Travail et Migration – 22 juin – Rajfire

Le Rajfire poursuit son cycle de soirées films et débats sur "femmes, travail et migrations". Ouvert à tous et toutes. Mercredi 22 juin à 19h, projection-débat en présence de la réalisatrice du film « Correspondances » de Pauline Petit Jouvet (Mali/ France, 2010, 92 minutes) à la Maison des associations du 12ème arrondissement, 181 avenue Daumesnil, 75012 Paris (métro Daumesnil ou Montgallet). Des femmes de la diaspora malienne vivant à Montreuil en Seine-Saint-Denis s'adressent, dans une "lettre filmée", à une personne de leur choix, réelle ou imaginaire. Des femmes de Bamako et de Kayes au Mali s'en inspirent ensuite librement, pour réaliser à leur tour leur lettre "filmée". Chacune était invitée à parler de son travail, chacune a saisi l'occasion pour dire ce qui est important pour elle. Toutes ont participé aux étapes successives de la fabrication de ces courts métrages, dans le cadre d'ateliers de création audiovisuelle menés en France et au Mali par Laurence Petit-Jouvet. L'ensemble forme un film qui enjambe les distances, fait résonner ces voix qui expriment les frustrations, les passions, la résistance de ces femmes.

15 - Réunion-débat : « Économie Solidaire, Femmes et Paix – MMF Paris IdF et WILPF

La Marche Mondiale des Femmes France et la Ligue Internationale des Femmes pour la Paix organisent une réunion-débat autour du livre « Femmes, économie et développement », de la résistance à la justice sociale. En présence des auteur-es.

Alors que les inégalités entre hommes et femmes font preuve d'une résistance remarquable, une multitude d'initiatives locales animées par des femmes mêlent actions économiques et solidarités en vue d'un accès plus juste aux droits économiques, sociaux et politiques de base. Entrepreneuriat collectif, coopératives de production ou de consommation, commerce équitable, finance solidaire, services de proximité, gestion de

services collectifs… partout dans le monde les femmes se mobilisent. Comment interpréter de telles initiatives ? Faut-il y voir uniquement de la résistance ou esquissent-elles un meilleur développement et une plus grande justice sociale ? Palliatif des défaillance du marché et des échecs des politiques publiques on réinvention de l'économique et du développement ? Lutte ontre les inégalités entre hommes et femmes ou maintien du statu quo ? Ces questions sont au centre de cet ouvrage ou des acteurs sociaux ou des chercheurs croisent réflexion théorique et études de cas.
A partir d'exemples tirés d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Europe, cet ouvrage met en évidence la force et le dynamisme de ces initiatives. Leur potentiel d'innovation et de créativité mais aussi leur extrême vulnérabilité, leurs incertitudes et leurs contradictions. Dans un contexte d'inégalités grandissantes, la question du rôle et de la place de ces initiatives de femmes est un enjeu fondamental pour la construction sociale d'une alternative à la mondialisation libérale.
« Femmes, économie et développement , de la résistance à la justice sociale » - Sous la direction de Isabelle Guérin, Madeleine Hersent et Lauren Fraisse - Éditions Éres – 30 euros

16 - Séminaire « Sexe et genre » : L'âge et le vieillissement, une question de genre ? – 30 juin
C'est avec plaisir que nous vous invitons à la prochaine séance du séminaire « Sexe et Genre : pour un dialogue interdisciplinaire au carrefour des sciences de la vie et des sciences humaines » qui se tiendra le jeudi 30 juin 2011.
Nous aurons l'honneur d'accueillir Juliette Rennes, maîtresse de conférences à l'EHESS, membre du GSPM (Groupe de sociologie politique et morale), qui nous présentera ses travaux sur le thème « L'âge et le vieillissement, une question de genre ? »
Le séminaire aura lieu de 14h à 16h30 au Jardin des Plantes, Amphithéâtre de Paléontologie, 2 rue Buffon, 75005 Paris (métro Austerlitz ; autobus 91).

17 - Rencontres d'été : « Féministes en mouvements » - 2-3 juillet - Paris
Plus de 35 associations féministes organisent les premières rencontres d'été "Féministes en mouvements". En France, comme dans tous les pays du monde, les inégalités femmes – hommes persistent et freinent l'émancipation de toutes et tous. Retraites, salaires, droit à l'avortement, dans de nombreux domaines, les droits des femmes sont remis en cause. Nous en avons assez des inégalités : nous revendiquons l'égalité !
Quand et Où ? : Samedi 2 et Dimanche 3 juillet 2011, à l'université d'Evry, dans le département de l'Essonne (Ile de France). Les rencontres sont accessibles par RER depuis la Gare de Lyon (Paris)
Qui peut participer et combien ça coûte ? : Toutes celles et ceux qui souhaitent échanger sur les moyens de faire avancer l'égalité femmes - hommes sont les bienvenues et bienvenus. Ces rencontres sont ouvertes à toutes et tous. Une participation aux frais est demandée pour la prise en charge des repas et de l'hébergement variant de 10€ à 40€. Un tarif réduit est mis en place pour les étudiantes, étudiants ou personnes en situation de précarité.
Quel est le programme ? : L'objectif de ces rencontres est à la fois d'aborder tous les sujets en lien avec les droits des femmes (égalité professionnelle, droit à l'avortement, petite enfance, lutte contre les violences, parentalités...) mais également de rendre visible les exigences des féministes pour les années qui viennent. Le programme prévisionnel (disponible sur le site internet) se découpe donc en temps de plénières plutôt générales et en temps d'ateliers, permettant d'aborder des sujets plus précis.
Comment participer ? : Il suffit de remplir le formulaire disponible sur le site. Vous recevrez rapidement un mail de confirmation.
Inscrivez-vous dès maintenant sur http://rencontresfeministes.fr

SORTIES, CINEMA, LIVRES, RADIO...

18 - Film : projection du film sur RitaThalmann - 23 juin 2011 Atalante vidéos féministes
L'association ATALANTE Vidéos Féministes a le plaisir de vous inviter à la projection du Film « Rita Thalmann : jusqu'au bout du chemin », documentaire bibliographique historique - mai 2011 réalité par Denise Brial.

Jeudi 23 JUIN 2011 à partir de 17h, Auditorium de Hôtel de ville de Paris, 5 rue lobau, PARIS 4ème.
Rita Thalmann est Professeure d'histoire et Civilisations Germaniques, Fondatrice du Centre d'Etudes et Recherches Interculturelles (CERIC) et du Séminaire "Sexe et Race " à l'Université Paris 7 – Denis Diderot, Déléguée ONG à l'UNESCO, Membre du Comité d'Honneur de la LICRA, Officier de la Légion d'Honneur, Ordre du Mérite, Palmes Académiques , Mérite Fédéral Allemand ,Prix de la Recherche de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

19 - Livre : « Parisiennes » de Marie Stuart à Simone de Beauvoir, ces femmes qui ont inspiré les rues de la capitale ! - Malka Marcovich
Qu'ont en commun Simone de Beauvoir, Dalida, Joséphine Baker ou Françoise Dolto ? Qui étaient donc Lili Boulanger, Maryse Hilz ou Eugénie Eboué ? Toutes ces femmes ont donné leur nom à des rues de Paris. Aujourd'hui, 4000 rues de Paris portent des noms masculins contre seulement 200 pour des femmes… L'historienne Malka Marcovich choisit de rendre hommage à celles qui ont marqué Paris, la France ou le monde. Qu'il s'agisse de sportives, d'artistes, de prostituées ou de femmes politiques, elles ont chacune, à leur manière, marqué leur époque, en pionnières, et aidé à l'émancipation de la femme. Au rythme de la Seine, grâce à une recherche minutieuse et documentée, c'est Paris tout entier qui se livre à travers ces destinées de femmes hors du commun, d'héroïnes de tous les jours, dont seul le nom est resté.
Malka Markovich nous propose un ouvrage captivant et retrace l'histoire de France à travers les figures qui y sont honorées, dans l'esprit du « Métronome » de Lorant Deùtsch.
Malka Marcovich est historienne et consultante internationale, spécialiste des droits des femmes. Auteure de rapports, articles et publications historiques et politiques autour des normes universelles, le thème de la violence et des discriminations sexistes.
428 pages - 24,90 euros

20 - Livre : « l'homme féministe : un mâle à part ? Portraits» - Emmanuelle Barbaras – Marie Devers
Par leurs engagements personnels et professionnels, leurs choix de vie et leurs voyages, les deux auteures sont en contact quotidien avec des femmes sensibilisées aux injustices qu'elles subissent. Jeunes, âgées, françaises, étrangères, ces femmes ont des visages multiples, des origines différentes, des parcours divers, mais elles sont toutes unies autour d'une même cause : que les femmes aient les mêmes droits que les hommes et qu'enfin, un jour, puisse exister une réelle égalité entre les deux sexes.
Dès l'enfance, déjà, ces deux femmes ont vite compris que les hommes et les femmes n'avaient pas nécessairement le même statut social ni la même place tant dans la sphère privée que dans le domaine public. Cette réalité, qui les a étonnées avant de les choquer, ne cesse de les heurter. Des années plus tard, elles constatent, avec tristesse, et parfois avec colère, que trop peu d'hommes sont engagés dans cette lutte contre toutes ces discriminations, ces inégalités dont les femmes sont l'objet.
Où sont et qui sont ces hommes féministes ? Ces hommes interpellent les auteures et les intriguent. Au fil des ans, autant en France qu'à l'étranger, elles ont souvent lancé des débats, avec des amis, connaissances ou inconnus, sur cette question. Rarement, les hommes semblaient s'y intéresser. Rarement, ils semblaient prendre le sujet au sérieux. Rarement, ils osaient se réclamer «féministes».
Alors, pourquoi et comment certains hommes se réclament-ils aujourd'hui du féminisme? A quoi cela correspond-il ? Pourquoi osent-ils être féministes, car il leur faut, sans doute, une certaine forme de courage, vis-à-vis de leurs pairs qui les regardent avec suspicion et une certaine ironie.
Les deux auteures ont éprouvé une irrésistible envie de « dénicher » ces hommes, de les rencontrer, de les interroger pour en savoir plus sur leurs histoires, leurs parcours, leurs visions du féminisme.
Le parcours de ces hommes et leurs positionnements témoigne souvent d'itinéraires singuliers et novateurs. Cet ouvrage, à travers une série de portraits écrits et photographiques, se propose de faire état des expériences de vie de ces hommes, de tous horizons, âges, origines, unis par cette singularité qui fait d'eux, peut-être, des «hommes à part». Leurs paroles pourraient enrichir la réflexion et susciter de nombreux débats. Ces interrogations multiples ont l'ambition d'être une ouverture afin de questionner simplement la problématique du genre et l'urgence de l'équité en termes de droits humains.

Un livre qui pourrait, enfin, décomplexer d'autres «mâles» enclins à rejoindre la cause féministe, cette cause qui clame haut et fort l'égalité entre femmes et hommes.
« Éditions Les points sur les i » - Parution en août 2011 – 16 euros 90 –
Souscription à adresser à : Les points sur les i éditions - 67 rue Saint-Jacques 75 005 Paris - 01 60 34 42 70 / 06 80 17 71 08 www.i-editions.com. Donner Nom /Association / Collectivités – adresse – mail – nombre d'exemplaire à 16euros05 + 4 euros de port

***21 - Radio :* émission "Femmes Libres" Radio Libertaire 89.4**
Mercredi 29 juin : "En France, être maire, sénateur, membre d'un parti politique et condamné pour agressions sexuelles, c'est possible !". Avec l'AVFT (Association contre les violences faites aux femmes" et l'association " L'égalité c'est pas sorcier"
Mercredi 13 juillet : Avec Jeanne Puchol pour l'album : Jeanne d'Arc, n°1 L'épée - Dessins de Puchol (Jeanne) - Scénario de Mangin (Valérie). Une Jeanne d'Arc débarrassée de son odeur de sainteté, du nationalisme… une sorcière…pas comme les autres !